

Le Luxembourg et l'Afrique en 2011

La diplomatie luxembourgeoise en Afrique prend la forme d'un engagement qui s'approfondit et se diversifie.

L'Afrique est un continent en pleine évolution, riche de potentialités et dont la réalité est bien loin de l'afro-pessimisme qui prévalait il y a quelques années encore. Il ne s'agit pas d'occulter les difficultés et les défis que le continent doit affronter, mais de reconnaître qu'il y a aussi des raisons de se réjouir de son évolution, comme, par exemple, la progression de valeurs qui nous sont chères et pour lesquelles nous nous engageons, notamment la démocratie et l'Etat de droit. Il suffit de mentionner la transition démocratique exemplaire que le Niger a connue, mais aussi plus récemment l'alternance politique que vient de connaître la Zambie. Certes l'exemple de la crise postélectorale ivoirienne est là pour nous rappeler que la démocratie est fragile mais cette crise a finalement vu triompher le verdict des urnes. Cette crise nous rappelle également que la démocratie ne consiste pas seulement en l'organisation d'élections mais nécessite également l'acceptation des résultats des élections par les différents acteurs politiques.

En tant qu'acteur engagé, responsable et solidaire de l'Afrique, le Luxembourg ne se contente pas de parler de démocratie. Nous nous engageons activement pour promouvoir l'ancrage durable de la démocratie. Ainsi nous sommes actifs au sein de la Commission de consolidation de la paix de l'ONU depuis sa création, et contribuons notamment de manière concrète sur les transitions démocratiques en Guinée-Bissau et également en Guinée. A la demande des autorités guinéennes, nous exerçons la Présidence de la « Configuration Guinée » de la Commission, qui a été établie en février.

Une autre évolution positive que l'Afrique a connue sur le plan politique est la naissance d'un nouvel Etat, la République du Soudan du Sud, que le Luxembourg a reconnue le jour même de son indépendance le 9 juillet dernier. S'il est permis de se réjouir de l'indépendance de ce nouvel Etat, décidée dans le cadre d'un referendum d'auto-détermination, il ne faut cependant pas occulter les défis qui attendent le nouveau pays.

L'Afrique joue et est amenée à jouer un rôle de plus en plus important sur la scène internationale, que ce soit sur le plan économique ou sur le plan diplomatique. Il est temps de s'adapter à cette nouvelle réalité et d'en tirer les conséquences, tout en restant cohérent avec notre ambition d'être un acteur engagé, responsable et solidaire de l'Afrique.

Le Luxembourg s'engage depuis quelques années déjà dans le développement d'un partenariat plus diversifié et plus engagé avec l'Afrique sub-saharienne. Nous avons décidé de renforcer nos relations avec l'Afrique, en associant au traditionnel volet de la Coopération, un volet politico-diplomatique (a), mais aussi un volet économique (b) et un volet culturel (c). Ce faisant, nous sommes tout à fait cohérent avec la logique suivie au niveau de l'UE avec la mise en place d'un partenariat avec l'Afrique qui se veut de plus en plus stratégique.

Du point de vue politico-diplomatique, le signe le plus visible de notre engagement croissant vis-à-vis de l'Afrique est certainement celui de l'ouverture d'une mission

diplomatique à Addis-Abeba en Ethiopie, qui fera office non seulement de Représentation Permanente du Luxembourg auprès de l'Union Africaine, mais également d'Ambassade bilatérale auprès de l'Ethiopie.

Addis-Abeba s'est imposé ces dernières années comme un haut lieu de la diplomatie internationale. Une diplomatie moderne, consciente des nouvelles réalités géopolitiques, se doit d'être représentée sur place. Notre Ambassade à Addis-Abeba nous permettra de renforcer nos relations avec la Commission de l'Union africaine, avec laquelle nous avons déjà amorcé une coopération, notamment en matière de réforme du secteur de la sécurité. Nous pourrions en outre renforcer nos relations avec les autres pays africains représentés sur place, à défaut de pouvoir être représenté dans chaque pays africain.

Une diplomatie engagée, responsable et solidaire se doit d'être proactive et de rechercher le contact avec nos partenaires africains. Il est donc important que notre diplomatie se déplace et prenne l'initiative d'aller à la rencontre de nos partenaires africains dans leurs pays. C'est dans cette perspective que je me suis rendu dans de nombreux pays du continent et que je poursuivrai sur cette voie l'année prochaine, ceci dans le but de promouvoir la compréhension mutuelle.

Du point de vue économique également, notre engagement en Afrique se renforce. En atteste notamment la tenue de la première mission économique en Angola l'année dernière suivie d'une autre en Algérie, mais également le fait que nos entreprises témoignent d'un intérêt croissant pour le continent africain. Il est évident que le renforcement de nos relations avec l'Afrique ne passe pas seulement par le volet politique mais également par l'engagement du secteur privé.

Il ne faut pas non plus négliger l'aspect culturel de notre relation avec l'Afrique. L'Ethiopie où nous allons assurer une présence physique n'est-elle pas considérée comme le berceau de l'Humanité ? La culture africaine est de plus en plus connue et appréciée. Il y a certainement un potentiel à explorer en la matière. L'accord de coopération culturelle qui nous lie au Cap-Vert en est un exemple.

La diversification de notre relation avec l'Afrique implique la mise en place d'une approche intégrée découlant de la conviction que les volets développement, diplomatie et défense de notre action extérieure se complètent et se renforcent mutuellement.

L'exemple de la Corne de l'Afrique est à cet égard le plus éloquent. L'urgence dans la région y est évidemment humanitaire, ceci en raison de la sécheresse épouvantable qui y sévit. Il faut d'ailleurs saluer ici la rapidité avec laquelle la Coopération luxembourgeoise a réagi pour venir en aide aux populations dans le besoin. Un acteur engagé, responsable et solidaire ne peut cependant pas se contenter d'une réponse humanitaire d'urgence. Pour solutionner le problème à long terme, il faut également s'attaquer aux causes politiques de la situation. En effet, il faut reconnaître que les conséquences dévastatrices de la sécheresse ne sont pas seulement liées à la climatologie, mais sont aussi liées à la situation sécuritaire dégradée en Somalie, que ce soit sur terre ou le long des côtes somaliennes. Ce constat donne encore plus de pertinence à notre engagement dans le cadre de la mission militaire de l'UE destinée à former les forces de sécurité somaliennes (EUTM Somalia) mais également à notre

contribution à l'opération maritime de l'UE destinée à combattre la piraterie dans l'Océan Indien (EU NAVFOR ATALANTA).